

Chronique du 1er au 7 mars 1998

ALENA

De nombreux groupes syndicaux américains ont sévèrement critiqué l'efficacité de l'accord parallèle de l'ALENA sur les droits des travailleurs le qualifiant de "irréremédiablement défectueux". Selon l'[AFL-CIO](#) celui-ci n'a pu "promouvoir le respect et l'application effective par chaque partie de ses propres lois en matière des droits des travailleurs". La puissante organisation syndicale américaine propose comme solution la renégociation de l'accord parallèle pour en faire une partie intégrale de l'[ALENA](#). Ces commentaires furent soumis lors d'une revue qui doit officiellement avoir lieu quatre ans après l'entrée en vigueur de l'accord.

D'autre part si les signes venant de Washington s'accroissent sur le peu de probabilité d'une nouvelle tentative de l'administration Clinton d'obtenir l'autorisation de la voie rapide cette année, il semble cependant que les chances des pays bénéficiaires de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes d'obtenir la parité à l'ALENA soient bonnes puisque la proposition de budget présentée par l'administration inclut un montant de \$332 millions sur une période de trois ans pour leur accorder les bénéfices de l'ALENA. ([Americas Trade](#), 19 février 1998, partiellement disponible sur Internet).

Finalement dans son [agenda de politique commerciale pour 1998](#) l'administration Clinton souligne qu'en 1997 le Mexique a surpassé le Japon comme deuxième marché d'exportation le plus important pour les États-Unis après le Canada et que les exportations américaines vers l'Amérique latine continuent de croître deux fois plus rapidement que celles vers les autres régions du monde.

ZLEA

José Manuel Salazar, ministre costaricain du commerce extérieur, a averti que les négociations pour la ZLEA doivent produire quelques résultats concrets pour l'année 2000, de manière à empêcher que l'intérêt pour celles-ci ne diminue considérablement. Idée partagée par Peter Allgeier, représentant américain au commerce pour l'Hémisphère occidental, selon qui "si Santiago paraît bien mais rien ne se produit par la suite, alors c'est un échec". Les deux premiers groupes qui pourraient perdre intérêt aux négociations sont tout d'abord les milieux d'affaires, selon lesquels un simple accord de "facilitation du commerce" serait loin d'être suffisant, mais surtout les plus petits pays de l'Hémisphère pour lesquels les ressources sont limitées et qui pourrait remettre en question leur participation active aux négociations si celles-ci devaient être ralenties par le débat interne chez les Américains quant à l'autorisation de la voie rapide et les querelles États-Unis/Brésil. À ce sujet le Brésil continue de s'opposer à la proposition américaine de mettre immédiatement en application, si possible pour l'an 2000, les accords intérimaires qui pourraient être atteints dans certains secteurs. Selon le principal pays du MERCOSUR, ceci empêcherait les concessions mutuelles entre les secteurs qui pourraient être nécessaires et propose donc un seul accord final pour 2005. ([Americas Trade](#), 19 février 1998)

Il semble par ailleurs que le gouvernement américain soit déterminé à dévier l'attention du "vide" créé par l'échec en ce qui touche l'obtention de la voie rapide. En effet selon plusieurs sources ce dernier travaille de manière intense l'élaboration d'un consensus pour le lancement lors du Sommet d'un "Mécanisme multinational de surveillance et d'évaluation" anti-drogues. Ce mécanisme serait à la charge d'un panel d'experts internationaux sous l'égide de la [Commission Interaméricaine contre l'abus de drogues](#) de l'OEA. Les chances d'un tel consensus semblent être bonnes puisqu'une proposition similaire pourrait être faite de manière conjointe par le Brésil et l'Uruguay. Ce mécanisme n'aurait cependant aucun pouvoir de sanction, ce qui assurerait probablement la continuation pour un avenir proche de la politique controversée de "certification" annuelle des États-Unis et ce malgré le nombre grandissant de voix au Congrès (l'opposition de l'administration Clinton étant bien connue), dont celle de Newt Gingrich, pointant

vers la nécessité d'une réforme de cette loi. Rappelons que l'[OEA](#) fêtera son 50ième anniversaire lors du Sommet de Santiago. ([Sucesos, SCS](#) , 6 mars 1998)

MERCOSUR

La situation politique au Paraguay continue de s'aggraver après la déclaration récente du président Juan Carlos Wasmosy à l'effet qu'il considérait former un gouvernement de coalition à la fin de son mandat le 15 août si son gouvernement réussissait à faire reporter les élections présidentielles prévues pour le 10 mai prochain. Rappelons qu'en décembre dernier Wasmosy a demandé au tribunal électoral de reporter les élections et de disqualifier tous les candidats des principaux partis pour raison de prétendues fraudes électorales dans le processus d'élection internes des différents partis. En fait cette mesure est directement dirigée contre Lino Oviedo, ex-général des Forces armées qui avait fait une tentative de coup d'état en 1996 mais qui dans un revirement de situation fut par la suite élu comme candidat du Parti Colorado, parti même de Wasmosy, et selon les sondages aurait d'excellentes chances d'être démocratiquement élu Président lors des élections. Oviedo se trouve présentement en prison sous accusation par un tribunal militaire de "délit contre l'ordre et la sécurité des Forces armées".

Les pays du MERCOSUR, dont l'une des clauses spécifie que les pays membres doivent être des démocraties, qui étaient intervenu en 1996 pour indiquer clairement que le Paraguay serait exclu du bloc dans l'éventualité d'un coup d'état, ne semblent plus savoir où donner de la tête face à cette situation. Après avoir émis des doutes lors des derniers mois sur la profondeur et la stabilité de la démocratie du Paraguay dans l'éventualité qu'Oviedo serait élu, ils se doivent maintenant d'avertir Wasmosy des conséquences du non-respect du processus électoral qui pourrait mener à l'élection de l'ancien général. ([Sucesos SCS](#), [Reuters](#) 28 fév. 98, [Diario ABC Color](#), Asunción, 5 mars 1998)